

Le Figaro Premium - Renaud Girard : «La sécurité, première exigence des peuples»

En votant à 46 % pour le député populiste, ancien officier de l'armée de terre, Jair Bolsonaro, le 7 octobre 2018, au premier tour de l'élection présidentielle, et en ne donnant que 29 % des voix à l'universitaire du Parti des travailleurs Fernando Haddad, la population brésilienne a-t-elle émis un vœu de retour à la dictature militaire, telle qu'on l'a connue de 1964 à 1985? Le plus grand pays d'Amérique latine aurait-il soudain tourné fasciste, comme le laissent entendre certains commentateurs? Bien sûr que non.

La preuve en est qu'aux élections législatives - qui avaient lieu en même temps - le Parti social libéral (PSL) de Bolsonaro n'a conquis que 52 sièges sur 513, un nombre légèrement

À Rio de Janeiro, il y a des quartiers entiers où la police n'ose plus entrer, même de jour. Dans les favelas, les gangs de la drogue se font la guerre dans les rues

inférieur à celui du Parti des travailleurs (gauche modérée, dont le chef historique, le syndicaliste Lula, président de 2003 à 2011, a été jeté en prison pour une obscure affaire de corruption). Au demeurant, le Brésil est un pays fédéral, qui connaît de très solides contre-pouvoirs et ce n'est pas demain qu'il se transformera en dictature mussolinienne.

Mais il est évident que la population brésilienne a voulu, dans ce scrutin présidentiel particulier, envoyer un message très clair aux élites politiques: ras le bol de l'insécurité! À Rio de Janeiro, il y a des quartiers entiers où la police n'ose plus entrer, même de jour. Dans les favelas, les gangs de la drogue se font la guerre dans les rues. À Sao Paulo, la capitale économique, les automobilistes ont peur de s'arrêter aux feux rouges, craignant un car-jacking par des groupes de jeunes en capuches. En 2016, le Brésil a recensé près de 62.000 homicides, soit sept homicides par heure en moyenne. Le taux de meurtres pour 100.000

habitants est de 25,5 au Brésil. C'est le plus haut du monde. Il est cinq fois supérieur à celui des États-Unis, vingt-deux fois supérieur à celui du Portugal, soixante-quinze fois supérieur à celui du Japon.

Dictature politique, anarchie et guerre civile

Les idéologues de droite, obsédés par leur culte de la liberté, et les idéologues de gauche, obsédés par leur culte de l'égalité, oublient trop souvent que ce que les citoyens demandent en premier à l'État, c'est de leur assurer la sécurité. Pour leur personne, pour leur famille, pour leurs biens. L'État ne se définit-il pas en effet comme l'institution disposant du monopole de la contrainte légitime? Quand un État n'est plus capable d'assurer la sécurité à ses citoyens, il ne mérite même plus le nom d'État. Sans sécurité, les valeurs républicaines de liberté et d'égalité ne signifient plus rien, car privées de terrain d'application.

» **LIRE AUSSI - [Au Brésil, Rio dans la spirale de la violence](#)**

Lorsque, en 2003, les Américains ont envahi l'Irak pour y renverser la dictature politique de [Saddam Hussein](#), ils se sont félicités d'y introduire la démocratie. De fait, en janvier 2005, eut lieu l'élection d'une Assemblée nationale constituante, où chaque Irakien a pu voter comme il l'entendait. Mais comme ils n'ont pas été capables, parallèlement, de maintenir la sécurité dans les rues, les Américains ont vite été détestés par la grande majorité de la population. Une mère de famille n'a que faire de son nouveau droit de vote si elle a peur d'envoyer ses enfants à l'école. Les Occidentaux néoconservateurs ont mis longtemps à comprendre que, pour les peuples d'Orient, il y avait pire que la dictature politique: l'anarchie. Et pire que l'anarchie: la guerre civile.

Le premier des droits

Les gouvernements qui ont dirigé l'Europe depuis la fin des années 1960 ont laissé se développer des quartiers où la loi de la jungle est venue supplanter les lois républicaines

Aux Philippines, [Rodrigo Duterte](#), le président populiste élu à l'été 2016, mène, avec des méthodes expéditives, [une guerre sans merci](#)

[aux trafiquants de drogue et aux toxicomanes](#) (qui a déjà fait plus de 4000 morts). Il dit vouloir éviter que l'archipel ne devienne un narco-État. Les fréquentes bavures de sa police n'ont pas rendu le président impopulaire. Il récolte des taux de popularité supérieurs à 75 %. La vérité est que la population, lasse de la criminalité engendrée par la drogue, est prête à payer le prix fort pour l'extirper du pays.

Depuis peu, les électorats d'Europe occidentale sont, eux aussi, tentés par différents votes populistes. La faute en revient aux gouvernements qui ont dirigé le continent depuis la fin des années 1960 qu'ils fussent inspirés par le libéralisme économique ou par la social-démocratie. Naïfs quant à la nature humaine, ils ont laissé se développer des quartiers où la loi de la jungle est venue supplanter les lois républicaines. Quand la population des quartiers populaires leur a demandé une réponse à poigne, ils ont fait preuve de pusillanimité, par peur d'être traités de «fascisants» par la bien-pensance bourgeoise (protégée, elle, par son argent). Ils n'ont pas compris que, pour tuer les tentations autoritaires, les démocraties devaient à tout prix assurer à leurs administrés le premier des droits de l'homme, qui est la sécurité.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 09/10/2018. [Accédez à sa version PDF en cliquant ici](#)